

# L'expérience urbaine des *piqueteras* à Rosario (Argentine), au-delà du quartier

Charlotte Pujol

Volume 28, numéro 1, 2009

Les frontières des mouvements sociaux / Les mouvements sociaux aux frontières

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001729ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001729ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pujol, C. (2009). L'expérience urbaine des *piqueteras* à Rosario (Argentine), au-delà du quartier. *Politique et Sociétés*, 28(1), 167–192.  
<https://doi.org/10.7202/001729ar>

Résumé de l'article

Cet article étudie l'*expérience urbaine* des habitantes des quartiers d'habitat irrégulier de la ville argentine de Rosario qui s'investissent dans des *mouvements de chômeurs*. L'engagement de ces femmes influe sur leur expérience urbaine, qui oscille alors entre circulation et inscription territoriale, du fait d'un rapport renouvelé au quartier. Toutefois, le maintien et l'extension de l'aire de mobilité des *piqueteras* restent incertains car en perpétuelle négociation. L'étude de cette expérience urbaine est ici privilégiée afin d'interroger le rôle de ces nouvelles formes d'action collective dans la construction de *territoires intermédiaires*, d'où émergent d'autres centralités, des espaces de proximité ou de partage.

# L'EXPÉRIENCE URBAINE DES PIQUETERAS À ROSARIO (ARGENTINE), AU-DELÀ DU QUARTIER

Charlotte Pujol  
Université de Toulouse II – Le Mirail  
charlottepujol@yahoo.fr

L'Argentine du tournant du siècle est marquée par une forte inscription territoriale des secteurs populaires. Les réformes néolibérales ont radicalement déstabilisé le modèle d'intégration sociale dans lequel s'étaient formées les identités populaires. Face au processus de désaffiliation<sup>1</sup> dont pâtissent ces groupes sociaux, l'inscription territoriale offre un emplâtre de «réaffiliation<sup>2</sup>». De nos jours, les identités populaires se structurent davantage par le biais de leur inscription territoriale que celui de l'emploi et des diverses formes de protection sociale de l'État ou des syndicats, comme cela était le cas depuis la fin des années 1940, depuis le premier gouvernement de Juan Domingo Perón<sup>3</sup>. Mais cela ne traduit pas pour autant un phénomène d'enfermement ou de repli sur le quartier. Au contraire, comme nous allons tenter de le démontrer à partir du cas de la ville de Rosario, pour les habitantes des *asentamientos irregulares*<sup>4</sup>, la participation à un mouvement de chômeurs signifie non seulement un fort ancrage territorial, du fait d'un rapport renouvelé au quartier, mais également l'acquisition de nouvelles compétences de mobilité spatiale. Les femmes se sont largement investies au sein des mouvements de chômeurs, mouvements issus des réformes néolibérales brutales des années 1990. Un tel engagement influe sur leur expérience urbaine : les *piqueteras* étant amenées à sortir davantage de leur foyer et de leur quartier, leurs pratiques et leurs connaissances de l'espace urbain évoluent. Pour autant, cela témoigne-t-il d'une réelle appropriation de l'espace urbain ? En quoi cela modifie-t-il leur rapport à cet espace ? Que signifie le fait de *circuler* pour ces femmes ? En quoi, enfin, les

- 
1. Robert Castel, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
  2. Denis Merklen, 2001, *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*, thèse de doctorat de sociologie, École des hautes études en sciences sociales, Paris.
  3. *Ibid.*
  4. Nom donné aux quartiers d'habitat irrégulier en Argentine.

mobilités des habitantes des marges questionnent-elles les processus de fragmentation urbaine ? Nous tenterons d'apporter ici des débuts de réponses. Notre intention n'est pas de présenter des conclusions de recherche, mais plutôt quelques réflexions qui restent en construction<sup>5</sup>.

## QUELQUES REMARQUES PRÉALABLES SUR LES MARGES URBAINES

À la différence des pays européens, les contextes latino-américains laissent place à une sorte d'imbrication socioéconomique dans laquelle l'ensemble des acteurs, institutionnels ou non, acteurs plus ou moins légitimes, agissent en dehors, ou aux limites, de la légalité et dans laquelle la marge, loin d'être une exception à la règle, peut être majoritaire. Les caractérisations dualistes, opposant le formel à l'informel, ou le marginal à l'intégré, nient la réalité des villes latino-américaines. Elles se réfèrent à un modèle économique et social qui n'est pas celui de ces sociétés<sup>6</sup>. Le formel n'est pas plus représentatif de la réalité de ces villes que l'informel : tous deux font système. Aux marges de ces dernières, par ailleurs, l'absence, ou la déficience, de l'action des autorités planificatrices et régulatrices favorise le développement de formes d'expressions originales, en laissant de plus grandes marges de manœuvre aux habitants, qui jouent sur les frontières entre légal et illégal, formel et informel<sup>7</sup>, etc.

En tentant d'éviter les travers du misérabilisme et du populisme<sup>8</sup>, on peut alors centrer son attention sur les *arts de faire* des citoyens, sur ces « mille pratiques par lesquelles [ils] se réapproprient l'espace organisé par les techniques de la production socioculturelle<sup>9</sup> », tout en maintenant une distance relative avec la vision d'un individu opprimé

- 
5. L'enquête sur laquelle repose cet article a été menée entre avril et octobre 2006.
  6. Didier Fassin, 1996, « *Marginalidad* et *marginados*. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique latine », dans *L'exclusion, l'état des savoirs*, sous la dir. de Serge Paugam, Paris, La Découverte, p. 263-271.
  7. Isabelle Berry-Chikhaoui et Agnès Deboulet (dir.), 2000, *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala ; Elisabeth Dorier-Apprill et Philippe Gervais-Lambony (dir.), 2007, *Vies citadines*, Paris, Belin ; Alexis Sierra et Jérôme Tadié (dir.), 2008, « La ville face à ses marges », *Autrepart*, n° 45, IRD (Institut de Recherche pour le Développement) / Armand Colin.
  8. Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, 1989, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil.
  9. Michel de Certeau, 1990, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, p. XL.

---

**Résumé.** Cet article étudie l'expérience urbaine des habitantes des quartiers d'habitat irrégulier de la ville argentine de Rosario qui s'investissent dans des *mouvements de chômeurs*. L'engagement de ces femmes influe sur leur expérience urbaine, qui oscille alors entre circulation et inscription territoriale, du fait d'un rapport renouvelé au quartier. Toutefois, le maintien et l'extension de l'aire de mobilité des *piqueteras* restent incertains car en perpétuelle négociation. L'étude de cette expérience urbaine est ici privilégiée afin d'interroger le rôle de ces nouvelles formes d'action collective dans la construction de *territoires intermédiaires*, d'où émergent d'autres centralités, des espaces de proximité ou de partage.

**Abstract.** This article studies the *urban experience* of women of slums who take part in *unemployed workers movements* in the city of Rosario, in Argentina. Their participation in these movements influences their urban experience, which then wavers between mobility and territorial rooting. However, the preservation and expansion of the area of mobility of *piqueteras*, in perpetual negotiation, remain uncertain. The study of their urban experience is privileged here to question the role of these new forms of collective action in the construction of *intermediate territories*, from which emerge other centralities, spaces of proximity or sharing.

---

par la technostructure<sup>10</sup>. Contraints de « faire avec<sup>11</sup> », les citoyens ne réagissent pas non plus seulement par la ruse, le « braconnage », face à un pouvoir omniprésent, mais réécrivent quotidiennement un ensemble de règles intermédiaires. Les savoirs et les compétences des habitants ordinaires sont ici entendus comme autant d'arts de faire qui contribuent matériellement et symboliquement à la construction de l'espace urbain. La focale d'analyse se porte sur les pratiques citadines, sur ces mille façons de faire, d'être et de vivre en ville, dans leur quotidienneté et leur ordinaire<sup>12</sup>. Les habitants sont envisagés non seulement comme récepteurs passifs, mais également, et surtout, comme producteurs, *artisans*, coacteurs de la ville, ce qui pousse à interroger leur marge d'intervention et de réflexivité.

Cela nous amène à la relativité des marges, en tant que construction sociale et politique<sup>13</sup>, et au risque de leur substantialisation. Les marges ne peuvent qu'être pensées dans une dynamique, une tension permanente, entre formel et informel, pouvoirs et résistances, ou encore le légitime et le moins légitime. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles ne peuvent qu'être en situation de résistance, d'opposition, ou simplement de réaction face aux autorités, face au formel. Elles peuvent avoir,

---

10. Berry-Chikhaoui et Deboulet, *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe...*, *op. cit.*

11. De Certeau, *L'invention du quotidien*, *op. cit.*

12. Berry-Chikhaoui et Deboulet, *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe...*, *op. cit.*

13. Sierra et Tadié, « La ville face à ses marges », *op. cit.*

au contraire, une autonomie relative face aux pouvoirs publics<sup>14</sup>. La marge n'est pas que le revers de la médaille d'un formel incomplet et ne témoigne pas que de ses failles. Elle est *autre*, elle peut être aussi *alternative*, sans se construire nécessairement en opposition à un formel référent, mais plutôt dans cette dynamique perpétuelle. La marge peut également faire évoluer la norme, qui résulte alors de l'interaction entre les frontières poreuses du formel et de l'informel. Des pratiques jugées un instant déviantes peuvent être toutefois tolérées, notamment devant leur caractère massif, et faire évoluer progressivement les normes de gestion de l'espace. Il faut alors analyser les détours et les chemins de traverse empruntés par des individus en quête de légitimité dans la ville et questionner la capacité des marges à infléchir les usages et les normes, à les négocier et à les détourner de leurs fonctions<sup>15</sup>. Ces quelques remarques amènent à prêter attention aux expressions trop facilement utilisées autour du « droit à la ville » : les habitants des marges ne font pas partie d'une « autre ville », encore moins d'un « autre monde », mais ils souffrent davantage d'une citoyenneté « illégitime » ou peu légitimée.

Une lecture compréhensive de l'espace urbain par les pratiques citoyennes permet de se distancier des approches statiques de la fragmentation urbaine et, plus particulièrement, des figures du ghetto, de l'isolat, ou encore de l'enclave, qui amènent à ériger des cartes de la pauvreté, et d'appréhender, au contraire, ce qui fait lien, le mouvement sous toutes ses formes. Cela demande de s'affranchir un instant de la volonté de l'aménageur d'ordonner, de mesurer, de délimiter des ensembles spatiaux pour porter son attention sur les trajectoires, les circulations et les itinéraires citadins et sur la manière dont ces mouvements peuvent faire sens et peuvent faire lien<sup>16</sup>.

## LA MOBILITÉ SPATIALE AUX MARGES

Les études portant sur les quartiers dits « en difficulté », de France ou d'ailleurs, bien souvent empreintes de misérabilisme, tendent à les assimiler à des ghettos, renfermés sur eux-mêmes. Leurs habi-

---

14. Jean-Pierre Frey, 2000, « Synthèse III. S'inscrire en contre », dans *Les compétences des citadins dans le Monde arabe...*, sous la dir. de Berry-Chikhaoui et Deboulet, *op. cit.*, p. 369-376.

15. Robert Castel, 1996, « Les marginaux dans l'histoire », dans *L'exclusion l'état des savoirs*, sous la dir. de Serge Paugam, Paris, La Découverte, p. 32-41 ; Berry-Chikhaoui et Deboulet, *Les compétences des citadins dans le Monde arabe...*, *op. cit.* ; Sierra et Tadié, « La ville face à ses marges », *op. cit.*

16. Alain Tarrus, 1989, *Anthropologie du mouvement*, Paris, Éditions Paradigme ; Alain Tarrus, 2000, *Les nouveaux cosmopolitismes : mobilités, identités, territoires*, Paris, Éditions de l'Aube ; Xavier Piolle, 1990, « Mobilités, identités, territoires », *Revue de Géographie de Lyon*, vol. 65, n° 3, p. 149-154.

tants auraient un rapport à l'espace urbain spatialement limité, voire circonscrit à l'espace du quartier. Marie-France Prévôt-Schapira voit ainsi dans les *asentamientos irregulares* argentins des archétypes du ghetto<sup>17</sup>. Sans revenir ici sur la pertinence de la notion de ghetto<sup>18</sup>, notre intérêt est d'étudier les mobilités de ces habitants. D'autres recherches, portant elles sur la mobilité en général, ne proposent qu'un aparté sur la mobilité des habitants des quartiers populaires, qui semblent faire exception à la règle des bienfaits de la mobilité généralisée ou globalisante<sup>19</sup>.

### Des rapports inégaux à la mobilité

De nombreux travaux témoignent de rapports inégaux à la mobilité selon les groupes sociaux. Les contraintes de distance et de proximité ne sont pas les mêmes pour tous<sup>20</sup>. En France, les premières études comparatives sur les familles ouvrières et bourgeoises témoignent de différences notables en matière de mobilité<sup>21</sup>. Pierre Bourdieu soutient de même que « le défaut de capital intensifie l'expérience de la finitude : il enchaîne à un lieu<sup>22</sup> ». Dès les premières recherches, le constat semble unanime : plus la position sociale est modeste, plus la mobilité des individus est faible. Une position sociale modeste tendrait à l'immobilité et à la captivité.

Non seulement une position sociale modeste entrave la mobilité des individus, mais surtout, dans une société qui valorise fortement la mobilité, les différentiels de capacité à se mouvoir se convertissent en

---

17. Marie-France Prévôt-Schapira, 1999, « Amérique latine : la ville fragmentée », *Esprit*, n° 258, p. 128-144 ; Marie-France Prévôt-Schapira, 2000, « Ségrégation, fragmentation, sécession dans les grandes villes latino-américaines : l'exemple de Buenos Aires », dans *Les très grandes villes dans le monde*, sous la dir. d'Elisabeth Dorier-Apprill, Paris, Les Éditions du Temps, p. 351-372.

18. Loïc Wacquant, 2005, « Les deux visages du ghetto : construire un concept sociologique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 160, p. 4-21.

19. Voir par exemple : Yann Rollier et Marc Wiel, 1993, « La pérégrination au sein de l'agglomération brestoise », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°s 59-60, p. 152-162.

20. Jean Rémy et Liliane Voyé, 1992, *La ville : vers une nouvelle définition*, Paris, L'Harmattan.

21. Paul-Henry Chombart de Lauwe cité dans Yves Grafmeyer, 2007, « Le quartier des sociologues », dans *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, sous la dir. de Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace, Paris, La Découverte, p. 21-31.

22. Pierre Bourdieu, 1993, « Effets de lieu », dans *La misère du monde*, sous la dir. de Pierre Bourdieu, Paris, Seuil, p. 258.

facteurs inédits d'inégalités<sup>23</sup>. La possession de compétences de mobilité n'est pas qu'une *conséquence* de la position sociale, mais en est aussi une *composante*<sup>24</sup>.

Par ailleurs, selon certaines études, la mobilité généralisée rendrait caduque l'échelle du quartier, qui ne serait plus le lieu privilégié de structuration des réseaux de sociabilité<sup>25</sup>, si ce n'est pour les exclus de la mobilité. Des études plus fines montrent cependant que si l'échelle du quartier reste pertinente (en matière de structuration des réseaux de sociabilité), la complexité du rapport au quartier ne peut qu'être appréhendée dans l'articulation des échelles urbaines et notamment en ce qui concerne les quartiers dits «en difficulté<sup>26</sup>». Autrement dit, on ne peut comprendre le quartier en restant focalisé à son échelle. Le quartier peut non seulement constituer une ressource pour ses habitants<sup>27</sup>, mais, de plus, l'ancrage au quartier peut être cumulatif d'autres usages, plus mobiles, de la ville<sup>28</sup>. Mobilités et ancrages doivent ainsi être pensés en articulation et non en opposition<sup>29</sup>.

## La mobilité comme affranchissement des contraintes spatiales

Une attention particulière doit ici être portée sur les discours autour des effets de quartier (ou de lieu) et des bienfaits de la mixité sociale. De l'hypothèse de l'existence d'effets de quartier – négatifs dans le cas des quartiers dits «en difficulté» –, les analyses glissent parfois vers une deuxième hypothèse : si vivre dans un quartier pauvre a des répercussions négatives sur les habitants, alors mieux vaut vivre dans un quartier aisé. Cette seconde hypothèse a été au fondement d'expérimen-

---

23. Jean Rémy, 1996, «Mobilités et ancrages : vers une autre définition de la ville», dans *Mobilités et ancrages : vers un nouveau mode de spatialisation ?*, sous la dir. de Monique Hirschhorn et Jean-Michel Berthelot, Paris, L'Harmattan, p. 135-153 ; Mathis Stock, 2004, «L'habiter comme pratique des lieux géographiques», *EspacesTemps.net*, Textuel, [<http://espacestemp.net/document1138.html>], consulté le 15 mai 2007.

24. Jacques Lévy, 2000, «Les nouveaux espaces de la mobilité», dans *Les territoires de la mobilité*, sous la dir. de Michel Bonnet et Dominique Desjeux, Paris, Presses universitaires de France, p. 155-170.

25. Yves Chalas et Geneviève Dubois-Taine, 1997, *La ville émergente*, Paris, Éditions de l'Aube.

26. Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace (dir.), 2007, *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte.

27. Merklen, *Inscription territoriale et action collective*, *op. cit.*

28. Authier et al., *Le quartier*, *op. cit.*

29. Tarius, *Anthropologie du mouvement*, *op. cit.* ; Piolle, «Mobilités, identités, territoires», *op. cit.* ; Rémy, «Mobilités et ancrages», *op. cit.*

tations dans les politiques du logement aux États-Unis<sup>30</sup>. Ces travaux reposent bien souvent sur l'hypothèse d'une « culture de la pauvreté<sup>31</sup> », reprise sans distance critique. Nombre de ces études s'appuient sur une conception essentialiste de la culture selon laquelle ce sont les normes culturelles qui sont les principaux facteurs de marginalité des individus<sup>32</sup>. Selon ces travaux, les populations, baignant dans un contexte de pauvreté, ne voyant que des individus pauvres autour d'elles, n'ont de modèles que leurs semblables. Il faut donc favoriser la mixité sociale pour qu'elles puissent se confronter à d'autres codes et modes de vie, « normaux » et non déviants, afin de lutter contre leur « sous-culture marginale » et contre « les facteurs de transmission intergénérationnelle de la pauvreté<sup>33</sup> », mais également afin de permettre une mobilité sociale ascendante. Les normes de comportements prévalant dans les quartiers pauvres sont ainsi considérées comme naturellement nocives alors que l'influence de la cohabitation avec des groupes aisés semble positive par nature<sup>34</sup>. Le rapprochement spatial de groupes sociaux très divers n'implique pourtant pas en soi un rapprochement social<sup>35</sup>.

Le rôle crucial de la mobilité de nos jours en matière d'insertion sociale ne repose pas tant sur la nécessité de se confronter aux normes de comportements de groupes sociaux plus aisés, mais plutôt sur l'affranchissement (relatif) des contraintes spatiales, des contraintes de distance et de proximité, sur l'affranchissement des frontières urbaines, qui offrent la possibilité d'une ouverture sur les autres et l'ailleurs. Tout déplacement n'engendre pas une plus grande mobilité. Selon Xavier Piolle – proche ici des analyses d'Alain Tarrius<sup>36</sup> –, la mobilité spatiale constitue un franchissement de limites socialement signifiantes, une traversée des hiérarchies sociales<sup>37</sup>. Elle implique un double phénomène de rupture et d'ouverture : rupture avec une sorte d'unité sociale

---

30. Marie-Hélène Bacqué et Sylvie Fol, 2007, « Effets de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse », dans *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, sous la dir. d'Authier et al., *op. cit.*, p. 181-193.

31. Oscar Lewis, 1978, *Les enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard.

32. Michel Agier, 1999, *L'invention de la ville : banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Éditions des archives contemporaines ; Bacqué et Fol, « Effets de quartier », *op. cit.*

33. Camilo Arriagada et Jorge Rodríguez, 2004, « Segregación residencial en la ciudad latinoamericana » [Ségrégation résidentielle dans la ville latino-américaine], *EURE / Estudios Urbanos y Regionales*, vol. 30, n° 89, p. 5-24.

34. Bacqué et Fol, « Effets de quartier », *op. cit.*

35. Bourdieu, « Effets de lieu », *op. cit.* ; Michel Lussault, 2007, *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*, Paris, Seuil.

36. Tarrius, *Anthropologie du mouvement*, *op. cit.* ; Tarrius, *Les nouveaux cosmopolitismes*, *op. cit.*

37. Piolle, « Mobilités, identités, territoires », *op. cit.*



basée sur la proximité spatiale et ouverture à d'autres appartenances, souvent moins prédéterminées<sup>38</sup>. Toute mobilité crée des opportunités de coprésence, d'interactions et de communications<sup>39</sup>. L'intérêt ne réside pas ici dans une comptabilité des flux, mais dans l'étude des différentes capacités à maîtriser les distances et à jouer sur plusieurs espaces, car « ce n'est plus tant aujourd'hui la vitesse pure (qui peu ou prou devient accessible au plus grand nombre) que la capacité de maîtrise des différences métriques de la mobilité, y compris celle de la lenteur, qui joue un rôle de facteur distinctif entre les individus et entre les groupes sociaux<sup>40</sup> ».

## EXPÉRIENCE URBAINE ET MOUVEMENTS DE CHÔMEURS

La mobilité spatiale des habitants des *asentamientos irregulares* est ainsi généralement présentée comme très faible, voire nulle. Si quelques (rares) études mettent en évidence une mobilité relativement forte chez les habitants des marges urbaines, elles mettent également en avant une mobilité moindre pour les femmes qui resteraient davantage cloisonnées à l'espace du foyer ou au quartier, entendu comme une extension de l'espace privé<sup>41</sup>. Les activités communautaires développées par les femmes seraient le prolongement de la logique domestique à l'espace du quartier. Le féminin est ainsi bien souvent associé à l'espace privé ou semi-privé<sup>42</sup>. Cependant, force est de constater, avec les mouvements de chômeurs, que les femmes deviennent les protagonistes d'organisations qui vont du quartier au centre même de l'espace public et politique<sup>43</sup>.

---

38. *Ibid.*

39. *Ibid.*

40. Lussault, *L'homme spatial*, p. 63.

41. Virginie Baby-Collin, 2000, *Marginaux et citadins. Construire une urbanité métisse en Amérique latine. Étude comparée des barrios de Caracas (Venezuela) et des villas d'El Alto de La Paz (Bolivie)*, thèse de doctorat de géographie, Université Toulouse II – Le Mirail, Toulouse.

42. Jacqueline Coutras, 1993, « La mobilité des femmes au quotidien : un enjeu des rapports sociaux de sexes ? », *Les Annales de la recherche urbaine*, n<sup>os</sup> 59-60, p. 162-169.

43. Marcela Cerrutti et Alejandro Grimson, 2005, « Buenos Aires, neoliberalismo y después. Cambios socioeconómicos y respuestas populares » [Buenos Aires, le néolibéralisme et ses suites. Changements socioéconomiques et réponses populaires], dans *Ciudades latinoamericanas: un análisis comparativo en el umbral del nuevo siglo* [Villes latino-américaines : une analyse comparative au seuil du nouveau siècle], sous la dir. d'Alejandro Grimson, Alejandro Portes et Bryan R. Roberts, Buenos Aires, Prometeo Libros, p. 75-148.

## Expérience urbaine et protestation vécue

Nos recherches portent sur deux niveaux de mobilité spatiale : d'une part, les pratiques collectives de l'espace urbain des organisations de chômeurs et, d'autre part, l'influence que ces dernières peuvent avoir, sur le plan personnel, sur la mobilité spatiale de leurs membres et plus particulièrement sur les pratiques quotidiennes de l'espace urbain des *piqueteras*. Ce premier niveau, collectif, analyse la dimension spatiale de l'action collective, alors que le second niveau, individuel, renvoie à l'acquisition de *compétences de mobilité*. Il se réfère à l'étude de l'*expérience urbaine*<sup>44</sup> des femmes des marges urbaines, c'est-à-dire à leurs pratiques et à leurs représentations de l'espace urbain. De fait, l'objet de ces recherches porte moins sur l'étude des flux, des déplacements quotidiens ou réguliers des populations en soi que sur la signification de ces déplacements. La mobilité spatiale est entendue comme *compétence*, ce qui renvoie à la question du pouvoir et du savoir, aux savoirs sur l'espace et à la capacité à se projeter *ailleurs*, non seulement en termes de représentations, mais également en termes de pratiques concrètes. Pour chaque acteur, les compétences de mobilité sont à envisager en tant que *potentiel*, ce qui renvoie à ses connaissances et à ses ressources diverses, et en tant que mouvements effectifs, en tant que *mise en acte*<sup>45</sup>.

Nous nous intéressons à la « protestation vécue », c'est-à-dire à la manière dont les femmes reçoivent, perçoivent, comprennent leur engagement dans un mouvement<sup>46</sup>, et comment cela influe sur leur expérience urbaine. Étudier la protestation *vécue* c'est en effet se centrer sur l'entrelacement des routines de la vie quotidienne et des actions de contestation politique et sur la manière dont elles se conditionnent mutuellement<sup>47</sup>. Cette protestation s'inscrit par ailleurs dans un *répertoire d'actions collectives*, notion qui témoigne de la confrontation du temps long des routines et des modes de protestation laissés en héritage, d'une part, et du temps court de l'action collective « en train de se

44. Michel Kokoreff, 1993, « L'espace des jeunes : territoires, identités et mobilité », *Les Annales de la recherche urbaine*, n<sup>os</sup> 59-60, p. 171-179.

45. Berry-Chikhaoui et Deboulet, *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe...*, *op. cit.*; Lussault, *L'homme spatial*, *op. cit.*

46. Javier Auyero, 2004, *Vidas beligerantes : dos mujeres argentinas, dos protestas y la búsqueda de reconocimiento* [Vies révoltées : deux femmes argentines, deux protestations et la même quête de reconnaissance], Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes.

47. *Ibid.*

faire», d'autre part<sup>48</sup>. L'étude de l'expérience urbaine de ces femmes<sup>49</sup> est ici privilégiée afin d'interroger le rôle de ces nouvelles formes d'action collective dans la construction de *territoires intermédiaires*<sup>50</sup>, d'où émergent d'autres centralités, des espaces de proximité, de rencontres ou encore de partage.

### Un répertoire d'action collective mis en place dans un contexte de crise

Au cours des années 1990, en Argentine, émergent de nouvelles formes de mobilisations qui s'inscrivent dans un répertoire d'action collective<sup>51</sup> mis en place dans un contexte de crise nationale<sup>52</sup>. Un ensemble d'actions collectives non institutionnelles, caractérisées notamment par leur ancrage territorial, l'action directe non conventionnelle et le recours à des structures participatives sous la forme d'assemblée, se développe<sup>53</sup>.

Les mouvements de chômeurs naissent comme formes de résistance aux réformes néolibérales brutales des années 1990, notamment celles concernant la désindustrialisation et la privatisation / mise en concession des entreprises publiques, qui ont engendré des licenciements massifs. Ces mouvements sont souvent désignés comme *piqueteros*, en référence à leur moyen d'action principal, la coupure de route ou *piquete*, nom lui-même dérivé du piquet de grève. Les coupures de route se généralisent à partir de 1996-1997, comme suite aux mobilisations massives

---

48. Charles Tilly, 1986, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard; Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, 1998, «Pour une cartographie de la politique contestataire», *Politix*, n° 41, p. 7-32; Daniel Cefaï, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte.

49. Nous avons choisi d'étudier plus spécifiquement l'expérience urbaine des femmes car les changements induits par la participation à un mouvement de chômeurs sont plus importants pour celles-ci, donc plus facilement visibles et analysables – c'est du moins notre hypothèse. En outre, ces changements nous intéressent car ils vont à l'encontre d'une image de la femme cloisonnée au foyer ou, dans le meilleur des cas, au quartier. Cependant, il est important de souligner que la question du genre n'est pas centrale dans nos recherches.

50. En référence aux «espaces intermédiaires» étudiés par Laurence Roulleau-Berger, 1991, *La ville intervalle : jeunes entre centre et banlieue*, Paris, Méridiens Klincksieck.

51. Tilly, *La France conteste de 1600 à nos jours*, *op. cit.*

52. Javier Auyero, 2002, *La protesta : retratos de la beligerancia popular en la Argentina democrática* [La protestation : portraits de la révolte populaire dans l'Argentine démocratique], Buenos Aires, Libros del Rojas.

53. Maristella Svampa, 2006, «El estado de las luchas en Argentina» [L'état des luttes en Argentine], dans *État des résistances dans le Sud – 2007*, Paris, Syllepse, CETRI (Centre tricontinental).

au sein des villes pétrolières des provinces de Neuquén et de Salta, villes alors entièrement structurées autour de l'entreprise Yacimientos Petrolíferos Fiscales [Gisements pétroliers de l'État], l'une des plus grandes entreprises publiques de l'époque. Le *piquete* apparaît comme l'une des innovations au sein du répertoire de confrontation politique argentin nées dans le courant des années 1990, tout comme les *escraches*, affronts publics envers les politiciens corrompus, ou les *estallidos*, révoltes populaires visant la destitution du gouvernement provincial ou national<sup>54</sup>. Si le *piquete* est utilisé par de nombreux acteurs sociaux, son utilisation systématique a conduit à identifier fortement les mouvements de chômeurs à la coupure de route.

### **Les mouvements de chômeurs à Rosario : des organisations d'habitants aux *piqueteros***

À Rosario, les mouvements de chômeurs sont avant tout des organisations d'habitants d'*asentamientos irregulares*, qui se reconnaissent de nos jours comme des « mouvements de chômeurs ». Ils s'organisent ainsi par quartier et non par secteur d'activités. Certains mouvements sont restés locaux (à l'échelle d'un ou plusieurs quartiers), alors que d'autres se sont affiliés à des organisations d'ampleur nationale. Ils sont tournés, d'une part, vers le quartier autour d'un centre communautaire, à partir duquel s'organisent diverses activités d'autoproduction et d'animation socioculturelle, et, d'autre part, vers l'action directe. Les organisations de chômeurs indépendantes (c'est-à-dire non affiliées aux deux grands partis politiques argentins, Péronisme et Radicalisme, mais avec des liens plus ou moins directs avec des mouvements de gauche minoritaires) ont acquis une importance relative. Depuis 2003, le Front de chômeurs de Rosario regroupe la plupart de ces organisations, qu'elles soient de portée nationale – comme la Coordinadora de Trabajadores Desocupados (CTD) Aníbal Verón [Coordination des travailleurs sans emploi Aníbal Verón], le Corriente Clasista y Combativa (CCC) [Courant de classe combatif], la Coordinadora de Unidad Barrial – Movimiento Teresa Rodríguez [Coordination d'unité de quartier – Mouvement Teresa Rodríguez] et le Movimiento Sin Trabajo – Teresa Vive [Mouvement des sans travail – Teresa vit toujours] – ou de portée locale – comme le Centro de Trabajadores Desocupados (CTD) Flamarión Sur [Centre des travailleurs sans emploi de Flamarion Sud], l'organisation Centros Comunitarios (CC) Las Flores [Centres communautaires Las Flores] et l'association civile Padres del dolor [Pères de la douleur].

54. Denis Merklen, 2002, « Entre ciel et terre : les sciences sociales et la mobilisation populaire en Argentine », *Cahiers des Amériques latines*, n° 41, p. 33-54.

Nous avons étudié plus particulièrement trois d'entre elles<sup>55</sup>, qui se sont développées dans trois *asentamientos irregulares* distincts : deux organisations micro-locales, le CTD Flamarión Sur, créé en 1999 par des habitants de l'*asentamiento* du même nom, l'organisation CC Las Flores, créée en 2002 par des habitantes de l'*asentamiento* Flores Sur, et la CTD Aníbal Verón, une organisation nationale qui ne s'est développée à Rosario que dans un seul quartier, l'*asentamiento* Magnano (en 1999). Outre le fait qu'elles aient toutes trois été créées à l'échelle micro-locale, ces organisations présentent plusieurs caractéristiques communes. Dans tous les cas, en effet, si la majeure partie des membres habitent le quartier d'origine du mouvement, où est implanté le centre communautaire, des habitants des quartiers voisins s'y mobilisent également. Les femmes y sont surreprésentées<sup>56</sup>. Ce ne sont pas des mouvements de masse (ils regroupent d'une cinquantaine à une centaine de personnes), mais des organisations d'habitants qui ont atteint un haut degré de coordination interorganisationnelle à la suite de la création du Front de chômeurs de Rosario.

## MISE EN VISIBILITÉ DES FEMMES DES MARGES AU SEIN DE L'ESPACE URBAIN

Pour beaucoup de femmes, la participation à un mouvement de chômeurs s'inscrit dans la prolongation d'un travail social communautaire au sein du quartier. Cette nouvelle forme de militantisme se distingue toutefois de la précédente par la mise en visibilité des femmes des marges au sein de l'espace urbain.

### Les marges à Rosario : des *asentamientos irregulares* disséminés dans l'espace urbain

Il faut tout d'abord souligner la situation particulière des *asentamientos irregulares* à Rosario qui sont disséminés dans l'espace urbain. Si nombre d'entre eux se situent en périphérie, aux limites de la voie rapide, ils sont également très nombreux dans les interstices mêmes de la ville, notamment aux abords des voies de chemin de fer et de leurs anciens tracés (de nombreuses lignes ayant été fermées). En 1999,

---

55. Nous avons choisi ces trois mouvements à la suite d'une série d'entretiens menés auprès des différentes organisations composant le Front de chômeurs. Certaines activités collectives du Front de chômeurs, telles que les assemblées et les manifestations, nous ont toutefois permis de suivre l'évolution générale de l'ensemble de ces mouvements.

56. Dans les trois organisations étudiées, elles représentent plus des trois quarts des membres.

91 quartiers d'habitat irrégulier étaient recensés, réunissant environ 115 000 habitants (soit 13 % de la population totale) et occupant 10 % de la superficie urbanisée<sup>57</sup>. Ils se situent à proximité de quartiers «formels» ou constituent parfois un sous-quartier au sein d'un grand quartier populaire. Cette particularité urbaine et la taille moyenne de Rosario, qui comptait 909 606 habitants en juin 2005<sup>58</sup>, situent ces *asentamientos irregulares* à une faible distance du centre-ville, non seulement en distance mais également en temps, puisque la proximité de zones d'habitat «formelles» facilite leur desserte. Ainsi, pour les trois quartiers étudiés, le trajet en autobus pour rejoindre le centre-ville n'excède pas une heure. Cette accessibilité facilite les déplacements des habitants des marges, même si le coût du billet est un frein certain.

### Accroissement des déplacements dans l'espace urbain

Les premières données empiriques confirment une croissance des déplacements des femmes dans la ville<sup>59</sup>. En dehors des activités propres aux divers mouvements de chômeurs, la majorité des femmes interrogées fréquentent peu le centre-ville où elles se rendent très occasionnellement pour des démarches administratives ou des achats spécifiques. Le quartier de résidence et les quartiers voisins demeurent les principaux lieux de pratiques quotidiennes des femmes, que ce soit pour des activités liées au travail, des achats élémentaires, des questions de santé, de loisirs, etc. L'essentiel des femmes interrogées n'ont jamais eu d'emploi stable ; elles occupent divers petits emplois successifs, notamment comme employée domestique dans le voisinage. Pour ce qui est des loisirs, hors l'espace privé du foyer ou de la famille, les parcs et les places publiques des quartiers voisins apparaissent comme les principaux lieux de fréquentation, ce qui peut s'expliquer par leur carence dans le quartier de résidence. Il en est souvent de même pour l'accès à divers services (de santé notamment). Deux cas font toutefois

---

57. D'après les derniers recensements du Servicio Público de la Vivienda [Service public du logement] de la municipalité de Rosario, eux-mêmes tirés de : Rosa de Castro, Esther Franchelli et Ernando Piccolo, 1996, *Asentamientos irregulares de Rosario. Actualización 96*, Rosario, Fundación Banco Municipal de Rosario, Édition La Familia.

58. Selon des données de l'Enquête permanente des foyers de l'Instituto Provincial de Estadísticas y Censos [Institut Provincial de Statistiques et de Recensements].

59. Les données présentées ici reposent sur un corpus de 25 entretiens semi-directifs approfondis auprès de femmes investies dans les trois organisations à l'étude. Ces sources sont renforcées par une cinquantaine d'entretiens informels et un travail d'observation directe de six mois, lors des activités collectives au sein des quartiers et «sur la route». Le corpus élargi représente ainsi environ 100 femmes.

exception : les vendeuses ambulantes, du fait de leur activité professionnelle, et les plus jeunes, du fait de leurs loisirs, fréquentent plus régulièrement le centre-ville.

Les *piqueteras* se déplacent davantage au sein de l'espace urbain, notamment dans le centre-ville, dans le cadre des manifestations, des diverses démarches administratives (pour recevoir leur allocation sociale par exemple, allocation qu'elles ont obtenue grâce à leur participation à un mouvement de chômeurs), des réunions et des assemblées du Front de chômeurs qui ont lieu à *La Toma* [La Prise], ancien supermarché récupéré par ses employés et transformé en centre culturel, ou au siège de l'Asociación de Trabajadores del Estado [Association des travailleurs de l'État], etc. Elles fréquentent également d'autres quartiers populaires, lorsque des réunions du Front de chômeurs ont lieu dans un centre communautaire, lors des coupures de route ou de certaines activités organisées par un autre mouvement, par exemple.

### La pratique des lieux de pouvoir

Participer à un mouvement de chômeurs multiplie les occasions de déplacements au sein de l'espace urbain pour les femmes des marges. Sont-elles pour autant plus *mobiles* ? Dans quelle mesure les déplacements au sein de l'espace urbain, à l'occasion d'actions collectives, leur permettent-ils d'acquérir des compétences de mobilité ? Qu'apportent ces déplacements aux femmes qui fréquentaient déjà régulièrement le centre-ville et d'autres quartiers ? Dans la lignée des travaux d'Alain Tarrus et de Xavier Piolle précédemment cités<sup>60</sup>, afin de comprendre en quoi ces femmes sont davantage mobiles, il faut étudier dans quelles conditions les déplacements inscrits dans le contexte des différentes formes d'action collective impliquent ce phénomène de rupture et d'ouverture et permettent véritablement un échange avec l'*autre* et l'*ailleurs*.

Être mobile est devenu une condition *sine qua non* de l'insertion urbaine. La mobilité permet de profiter au mieux des ressources de la ville. Les déplacements favorisent un meilleur apprentissage du fonctionnement de la ville, l'acquisition des outils pour s'y repérer et s'y déplacer (connaître le circuit des autobus par exemple). Mais, surtout, les déplacements à l'occasion des actions collectives ne se font pas dans n'importe quel lieu : ils facilitent la pratique des lieux de pouvoir. Les *piqueteras* apprennent où elles doivent s'adresser et les démarches qu'elles doivent suivre pour obtenir différentes formes d'aide de la part de l'État (allocations sociales, bourses scolaires et caisses de nourriture notamment), de

60. Tarrus, *Anthropologie du mouvement*, op. cit. ; Tarrus, *Les nouveaux cosmopolitismes*, op. cit. ; Piolle, « Mobilités, identités, territoires », op. cit.

l'échelon municipal au fédéral. Certains mouvements de chômeurs, en tentant d'influer plus globalement sur les politiques de l'emploi, ont ainsi pu se convertir en véritables « gestionnaires des politiques sociales<sup>61</sup> ». Le fait de participer, d'une part, aux assemblées de leur mouvement et du Front de chômeurs et, d'autre part, aux négociations avec les pouvoirs publics leur apporte des connaissances et des compétences en matière de protestation. Dans les changements perçus (induits par la participation au sein du mouvement), les femmes mettent ainsi principalement en avant l'acquisition de connaissances et de compétences en matière d'expression et de prise de parole (oser prendre la parole en public, être capable de défendre ses idées, mieux exprimer ses idées, apprendre, apprendre à lutter, etc.). La dimension spatiale – « dimension cachée » pour reprendre les termes d'Edward T. Hall<sup>62</sup> – apparaît rarement au premier abord. Ces apprentissages ne se font pas cependant dans n'importe quel lieu.

Les déplacements dans l'espace urbain, dans le contexte d'actions collectives, apportent non seulement de nouvelles connaissances spatiales, mais constituent de plus un premier pas vers l'échange. Le fait de se déplacer, de sortir du quartier, est une condition nécessaire mais non suffisante de l'échange. Cela favorise de nouvelles formes d'appropriation de l'espace urbain. Le caractère collectif des déplacements apporte une visibilité majeure et permet une prise de position spatiale, même temporaire, amenant ainsi les femmes des marges à sortir de leur « invisibilité sociale<sup>63</sup> ».

## L'APPROPRIATION CITOYENNE DE L'ESPACE PUBLIC

S'approprier un espace renvoie au fait d'y imposer un usage particulier, ce qui implique, au moins indirectement, de priver de cet espace les autres groupes sociaux ou usagers, durablement ou non. L'appropriation suggère l'identification d'un groupe à un lieu et à certains usages de ce lieu, identification de la part des individus du groupe et de la part des autres groupes, ce qui suppose une forme de légitimation ou, du moins, de reconnaissance de la part des autres usagers. Cette appropriation peut se réaliser sur un mode exclusif, en ne permettant pas d'autre usage de l'espace, c'est-à-dire en empêchant, de manière temporaire ou durable, l'accès à d'autres usagers de l'espace<sup>64</sup>.

61. Merklen, « Entre ciel et terre », p. 39.

62. Edward T. Hall, 1978, *La dimension cachée*, Paris, Seuil.

63. Coutras, « La mobilité des femmes au quotidien », *op. cit.* ; Mina Saïdi-Sharouz, 2004, « Les mobilités quotidiennes des femmes à Téhéran : réalités et enjeux », dans *Femmes et villes*, sous la dir. de Sylvette Denèfle, Tours, Maison des Sciences de l'Homme, p. 443-452.

64. Fabrice Ripoll et Vincent Veschambre (dir.), 2005, « L'appropriation de l'espace. Sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir », *Noroi*, n° 195, Presses universitaires de Rennes.



## L'appropriation exclusive de l'espace public

Les mouvements de chômeurs doivent négocier constamment leur présence au sein de l'espace public. L'appropriation citoyenne de l'espace public génère des conflits d'usages de l'espace entre différents groupes sociaux. Ainsi, les manifestations et les coupures de route empêchent de manière temporaire tout autre usage de l'espace public, voire, dans certains cas, en interdisent tout simplement l'accès, ce qui est source de tensions et de conflits entre différents usagers, entre *piqueteros*, automobilistes et usagers des transports en commun par exemple. Ces tensions peuvent se lire dans la presse argentine qui véhicule bien souvent un discours stigmatisant les *piqueteros*, au nom de la liberté de circulation notamment, les présentant comme des éléments perturbateurs de l'ordre public.

L'appropriation exclusive de l'espace public, le choix de la protestation, ou de la confrontation, peuvent entraver les échanges entre groupes sociaux. Les mouvements de chômeurs de Rosario, cependant, ne se sont pas coupés des classes moyennes et s'y rallient de temps à autre autour de revendications communes, par exemple pour la défense des droits de l'homme ou contre la criminalisation de la protestation sociale. Les manifestations pour le « premier disparu de la démocratie », Jorge J. Lopez<sup>65</sup>, ont ainsi réuni, en 2006, les mouvements de chômeurs du « front », des associations de défense des droits de l'homme, telles que l'Asamblea Permanente por los Derechos Humanos [Assemblée permanente pour les droits de l'homme], des organisations syndicales et étudiantes, ainsi que des partis politiques. Ces diverses manifestations ont été préparées lors de débats collectifs qui ont rassemblé l'ensemble des organisations, afin de proposer, par exemple, un texte commun lu lors de l'acte final.

## Les lieux de la protestation

Les luttes *dans* la rue et *pour* la rue constituent un élément central des conflits sociaux. Les manifestations et les coupures de route constituent en soi des pratiques alternatives à l'ordre sociospatial institutionnalisé, des détournements des usages institutionnalisés, légitimés, de l'espace public. Elles perturbent les activités « normales » des lieux et engendrent des pratiques inhabituelles, *extraordinaires* de la vie des lieux<sup>66</sup>. De plus, les manifestations et les coupures de route engendrent indirectement d'autres formes de détournement des usages de l'espace public, comme des soupes

65. Jorge J. Lopez a disparu le 18 septembre 2006 alors qu'il était un témoin clé dans le procès de Miguel O. Etchecolatz, ancien commissaire de police de la province de Buenos Aires sous le régime militaire.

66. Fabrice Ripoll, 2005, « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? Une vue des mouvements sociaux contemporains », *Noroi*, n° 195, p. 29-42.

populaires ou des parties de football improvisées au milieu d'une route. Elles perturbent ainsi les routines spatiales existantes<sup>67</sup>. Cependant, la régularité de ces actes (deux à trois par mois)<sup>68</sup> convertit d'une certaine façon ces activités en pratiques ordinaires des lieux. Les manifestations et les coupures de route font désormais partie du quotidien des habitants de Rosario. La route est ainsi devenue l'espace privilégié de confrontation politique entre les secteurs populaires et l'État. La coupure de route est une pratique spatiale qui affecte nécessairement les autres pratiques spatiales, notamment celles liées à la production, à la distribution et au commerce. Occuper la route revient en effet à s'approprier un espace indispensable au bon fonctionnement du commerce, de la production, de la communication, etc., ce qui place les mouvements de chômeurs dans une position relativement stratégique<sup>69</sup>.

Une certaine ritualisation de l'action collective se dégage. Les manifestations se font au centre-ville, face aux lieux de pouvoir, comme le siège du gouvernement provincial ou le Secretaría de Promoción Comunitaria [Secrétariat de promotion communautaire] de la province, et face aux symboles de la ville, comme le Monumento a la Bandera [monument au drapeau]. Les routes sont coupées aux entrées de ville ou aux voisinages du quartier d'un mouvement. Les lieux de mobilisation sont en partie déterminés par les routines spatiales de la vie quotidienne<sup>70</sup>. Du fait d'une meilleure connaissance des lieux et de la proximité physique, les premières coupures de route des organisations de chômeurs ont généralement lieu dans le voisinage du quartier d'origine du mouvement. La protestation a ses lieux : des lieux centraux comme La Toma – l'ancien supermarché récupéré par ses employés s'est converti en un lieu référent de la protestation sociale de Rosario – ou le siège de l'Asociación de Trabajadores del Estado, des lieux où se réunit fréquemment le Front de chômeurs, mais également des lieux périphériques comme les centres communautaires, notamment celui du CTD Flamarión Sur<sup>71</sup>.

67. Javier Auyero, 2005, «L'espace des luttes : topographie des mobilisations», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 160, p. 123-132; Melchor Armesto, 2005, «La productiva introducción del espacio en el análisis de las confrontaciones políticas. Apuntes sobre el movimiento de desocupados en la Argentina reciente» [De l'intérêt de l'introduction de l'espace dans l'analyse des confrontations politiques. Notes sur le mouvement des chômeurs dans l'Argentine actuelle], *Política y sociedad*, vol. 42, n° 2, p. 115-131.

68. C'est la moyenne des manifestations et des coupures de route organisées par des mouvements de chômeurs à Rosario entre les mois d'avril et d'octobre 2006.

69. Armesto, «La productiva introducción del espacio...», *op. cit.*

70. William H. Sewell, cité dans Auyero, «L'espace des luttes : topographie des mobilisations», *op. cit.*

71. À l'échelle nationale, d'autres lieux se convertissent également en lieux référents pour la plupart des mouvements de chômeurs – malgré la forte hétérogénéité de ces derniers –, tels que les villes des premiers soulèvements *piqueteros* (Cutral-Co,

## Quand la ville informelle envahit la ville formelle

Une lecture des villes argentines, dans la lignée des analyses de Michel Agier sur le carnaval à Salvador de Bahia<sup>72</sup>, pourrait mettre en évidence une ville «formelle», «légitime», débordée par la ville «informelle», «non légitime».

Les *piqueteros* dérangent la société argentine. Les mobilisations des mouvements de chômeurs perturbent les valeurs et les normes des usages de l'espace, le «bon usage» de l'espace public, du fait des détournements des usages de l'espace lors des manifestations et des coupures de route, d'une part, en raison des groupes sociaux mobilisés, d'autre part. Elles accordent une visibilité aux groupes sociaux marginalisés au sein de l'espace urbain. Ce ne sont plus simplement des militants, mais des familles entières qui se mobilisent. Dans les divers discours véhiculés par la presse, on peut ainsi rencontrer de nombreuses références aux «classes dangereuses», les villes argentines paraissant assiégées par leurs pauvres. Les mouvements de chômeurs peuvent aussi parfois «jouer» sur le stigmate pour faire davantage pression sur les pouvoirs publics. Aussi, en juillet 2007, le mouvement de chômeurs la CCC a-t-elle organisé un campement sur l'une des places principales du centre-ville de Rosario : pendant plus de deux semaines, des dizaines de familles ainsi que des «éboueurs informels» (*cirujas*) venus en nombre avec leurs principaux outils de travail, cheval et charriot, ont occupé la place San Martín, face au siège du gouvernement provincial, pour obtenir des allocations sociales et des bourses scolaires. Les mobilisations des mouvements de chômeurs confèrent une grande visibilité aux habitants des marges urbaines. Elles dérangent car elles ne sont pas issues d'une marginalité «passive», mais d'une marginalité «active», qui s'affiche en tant que telle. Les *piqueteros* se revendiquent non seulement comme «chômeurs», mais, de plus, l'affichent sur l'espace public, tant au sens figuré, puisqu'ils se sont convertis en l'un des acteurs sociaux majeurs de l'Argentine de la postcrise, qu'au sens propre, étant donné qu'ils occupent régulièrement les diverses places publiques du centre-ville.

On peut penser en effet que si les mouvements de chômeurs dérangent la société argentine, ce n'est pas tant du fait de leur moyen d'action principal, la coupure de route, comme le prétendent leurs détracteurs, mais plutôt du fait des groupes sociaux mobilisés. Le gouvernement de Nestor Kirchner, avec l'appui d'une grande partie de la presse argentine, a mené une campagne très dure contre les mouvements de chômeurs en se concentrant sur le *piquete* sous le prétexte d'agir au nom de la

---

Plaza Huincul, Mosconi et Tartagal) et le pont Pueyrredón, lieu de la répression policière du 26 juin 2002, où deux militants du Bloque Piquetero Nacional [Bloc Piquetero Nacional] ont été tués.

72. Agier, *L'invention de la ville*, p. 77-90.

liberté de circulation<sup>73</sup>. Cette campagne « anti-*piqueteros* » est particulièrement manifeste dans les articles du grand quotidien conservateur *La Nación*, qui, depuis la fin des années 1990, condamne inlassablement les coupures de route des *piqueteros* comme « un acte de violence inacceptable » (éditorial du 14 mai 2000) et appelle au retour de l'ordre public face à la « culture du délit » (éditorial du 31 janvier 2003). Le quotidien insiste sur le caractère violent, spontané, irréfléchi de ces mouvements, jugés extrémistes, qui non seulement paralysent l'économie nationale, mais nient le droit de circulation aux (bons) citoyens.

### QUELQUES EXEMPLES D'ÉDITORIAUX DU QUOTIDIEN LA NACIÓN PORTANT SUR LES MOUVEMENTS DE CHÔMEURS

À de nombreuses reprises, nous avons prévenu que la coupure de route comme méthode pour porter des revendications sociales constitue un acte de violence inacceptable. Nier l'usage public d'une voie de communication essentielle et condamner, par ce moyen, à l'étranglement économique les aires productives dépendantes de cette route ou de ce chemin signifient perpétrer un délit et porter atteinte au droit fondamental des autres membres de la communauté. (*La Nación*, 14 mai 2000, « La violencia sólo trae más violencia » [La violence n'engendre que davantage de violence].)

Sourds à tout appel à la réflexion et obstinés à imposer leurs revendications face au raisonnable intérêt de la majorité de la population, les *piqueteros* concentrent tous leurs efforts à s'exprimer par le biais de sauvages coupures des voies publiques. (*La Nación*, 31 janvier 2003, « El salvajismo de los piqueteros » [La sauvagerie des *piqueteros*].)

La question est simple : ou on est avec l'ordre, ce qui ne signifie pas l'autoritarisme, mais la volonté de vivre en commun de façon civilisée, ou on est avec le désordre, porte d'entrée de l'anarchie. (*La Nación*, 17 janvier 2008, « Piquetes : orden o desorden » [*Piquetes* : l'ordre ou le désordre].)

[traductions libres]

73. De 1997 à 2006, environ 4000 procès sont intentés contre des membres de divers mouvements de chômeurs, la plupart pour avoir coupé une route (Svampa, « El estado de las luchas en Argentina », *op. cit.*). Cette période dépasse largement le mandat de Nestor Kirchner, puisque celui-ci ne commence qu'en 2003 ; il s'inscrit ici dans la lignée de ses prédécesseurs.

En revanche, les coupures successives du pont international Gualeguaychú–Fray Bentos, lorsque les habitants de la ville de Gualeguaychú se sont mobilisés contre l’implantation des usines de cellulose sur les berges du fleuve Uruguay<sup>74</sup> – habitants issus pour l’essentiel de groupes sociaux relativement aisés –, ont bénéficié de forts appuis de la part de l’opinion publique et du gouvernement à différents échelons. Les déclarations polémiques de Jorge Busti, gouverneur justicialiste de la province d’Entre-Ríos, où est située la ville de Gualeguaychú, sont particulièrement significatives. Ce dernier soutient ces mobilisations car, dit-il, « elles ne sont pas d’un groupe *piquetero*, ni idéologique, mais de producteurs, de commerçants, d’employés, d’étudiants qui défendent simplement leur droit à la vie<sup>75</sup> ». Les revendications des mouvements de chômeurs autour des allocations sociales, des bourses scolaires, de l’emploi, etc., semblent moins légitimes et ne pas relever du « droit à la vie ». De même, les habitants de Gualeguaychú sont désignés par le terme connecté très positivement d’*asambleístas* [« assembléistes »]. *La Nación* salue, par exemple, la « déconcertante horizontalité » des mobilisations (23 avril 2006). Le recours à une structure participative sous la forme de l’assemblée n’est pourtant pas propre aux habitants de Gualeguaychú, mais s’inscrit dans un registre d’action collective partagé par nombre d’organisations, notamment par les mouvements de chômeurs. L’accent est cependant mis sur la forme de l’assemblée pour les uns et sur la coupure de route pour les autres. La liberté d’expression et la liberté de circulation semblent des notions variables selon les groupes sociaux mobilisés.

La campagne quelque peu manichéenne menée par le gouvernement de Nestor Kirchner contre les mouvements de chômeurs, s’alliant aux mouvements de filiation péroniste d’un côté, et stigmatisant les mouvements n’ayant pas accepté la cooptation au sein du gouvernement de l’autre côté, rappelle l’opposition classique entre « bons » et « mauvais » pauvres. Aux mouvements de chômeurs sont ainsi attribués les stigmates des « mauvais pauvres » : inorganisés, déviants et dangereux<sup>76</sup>. En

---

74. Les coupures de la route internationale 136 et du pont reliant l’Argentine à l’Uruguay, axe routier international et voie terrestre la plus courte entre les capitales des deux pays, commencent en 2003 et deviennent massives à partir de 2005.

75. Cité dans Verónica Toller, 2006, « Protesta en la ruta a Fray Bentos por la instalación de dos fábricas sobre el río Uruguay » [Protestation sur la route à Fray Bentos pour l’installation de deux usines sur le fleuve Uruguay], *Clarín*, 11 janvier. [traduction libre] On peut également penser aux déclarations de soutien maintes fois réitérées du ministre des Affaires étrangères de l’époque, Rafael Bielsa, ou à la nomination par Nestor Kirchner de Romina Picolotti, avocate des « assembléistes » de Gualeguaychú, au poste de secrétaire d’État de l’Environnement et du Développement durable en juin 2006.

76. Ruwen Ogien, 1983, *Théories ordinaires de la pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France; Agier, *L’invention de la ville*, p. 60-61.

effet, les discours portés contre ces mouvements insistent davantage sur le caractère spontané des coupures de route et des manifestations que sur l'organisation de ces mouvements, que ce soit sur la route ou dans le quartier. Les mouvements de chômeurs sont réduits à leur moyen d'action principal, le *piquete*. Rares sont les médias qui s'intéressent au travail communautaire réalisé dans les quartiers, excepté certains médias alternatifs tel Indymedia. À la suite des sociologues argentins Maristella Svampa et Sebastián Pereyra, cette stigmatisation peut s'expliquer en partie par la difficulté qu'éprouve une grande partie des Argentins « à accepter que du fond même de la décomposition sociale puissent émerger d'importants éléments de recomposition<sup>77</sup> ».

## ENTRE INSCRIPTION TERRITORIALE ET COMMUNAUTARISME

Le fait de participer à un mouvement de chômeurs permet de donner une visibilité aux habitantes des marges non seulement au sein de l'espace urbain, mais également au sein de leur propre quartier, engendrant de nouvelles formes d'appropriation et de réappropriation du quartier.

### L'ancrage territorial, au-delà du quartier

Le travail social communautaire rend possible la réappropriation d'espaces jusque-là délaissés. Des espaces laissés à l'abandon, envahis par les mauvaises herbes, sont réinvestis comme espaces communautaires et servent alors à diverses activités mises en place par les organisations, telles que les activités festives et récréatives organisées lors de la Journée de l'enfant.

L'appartenance à un mouvement de chômeurs engendre une nouvelle forme d'ancrage territorial, du fait d'un rapport renouvelé au quartier autour de la consolidation d'une communauté d'habitants. Ainsi, pour Elba, une des coordinatrices de Flamarión Sur, les limites spatiales du quartier et les limites sociales du CTD se confondent. Elle se reconnaît et se présente comme une habitante de Flamarión Sur. Pour les membres du CTD, toutes les personnes vivant à l'intérieur des limites spatiales du quartier ne sont pas nécessairement reconnues comme faisant partie de Flamarión Sur, alors que des habitants des quartiers voisins, eux, peuvent être de Flamarión Sur. Cette confusion est permanente dans

---

77. Maristella Svampa et Sebastián Pereyra, 2004, *Entre la ruta y el barrio: la experiencia de las organizaciones piqueteras* [Entre la route et le quartier : l'expérience des organisations piqueteras], Buenos Aires, Editorial Biblos, p. 15. [traduction libre]

les discours des membres<sup>78</sup>. Les habitants du quartier eux-mêmes l'ont appelé «Flamarión Sur». Ils ont créé ce quartier comme suite à leur expulsion d'un autre *asentamiento irregular*, Villa olvidada [ville oubliée], situé à quelques centaines de mètres (en 1993). Les premières personnes à se mobiliser au sein du mouvement (créé en 1999) sont issues de cette première lutte. Dès le début, des habitants restés à Villa Olvidada participent également au CTD. Peu à peu s'y agrègent de nouveaux habitants du quartier (arrivés après la création du quartier ou du mouvement de chômeurs) ainsi que des habitants des quartiers voisins. Dans les trois organisations étudiées, si la majeure partie des membres habitent le quartier d'origine du mouvement, où est implanté le centre communautaire, des habitants des quartiers voisins – «réguliers» ou non – s'y mobilisent également. Les mouvements de chômeurs constituent ainsi des communautés d'habitants qui transcendent les limites spatiales des quartiers. Cette inscription communautaire ne traduit pas nécessairement une forme de communautarisme : la communauté reste ouverte aux habitants du quartier et d'ailleurs. Plutôt que le quartier, il s'agit en fait d'espaces du proche ou d'espaces de proximité, qui ne restent pas nécessairement circonscrits dans des limites spatiales nettes, mais qui transcendent la contiguïté spatiale, dans une proximité qui n'est pas donnée mais à construire<sup>79</sup>. Ces espaces se distinguent ainsi fortement des images véhiculées autour des quartiers comme lieux de crispations identitaires, renfermés sur eux-mêmes et démarqués par de véritables frontières urbaines.

### **Des politiques publiques basées sur la survalorisation de la communauté locale comme ressource**

Toutefois, on ne peut négliger le rôle de l'État dans cet ancrage territorial, pouvant chercher de la sorte l'enfermement de la protestation sociale. Le fait d'exiger une contre-prestation aux bénéficiaires des allocations sociales «chef de foyer<sup>80</sup>» a favorisé l'essor d'activités

---

78. Lors de nos toutes premières enquêtes, nous avons compris que le quartier, comme le CTD, s'appelait «Flamarión Sur». Puis nous nous sommes rendu compte que tous les habitants vivant à l'intérieur des limites spatiales du quartier n'étaient pas considérés comme faisant partie de Flamarión Sur.

79. Xavier Piolle, 1990-1991, «Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité?», *L'Espace géographique*, n° 4, p. 349-358.

80. Les allocations sociales «chef de foyer» s'adressent aux chefs de famille qui ont au moins un enfant mineur à charge et n'ont pas de revenu stable (c'est-à-dire qui n'ont pas de revenu régulier ou ne travaillent pas dans le secteur «formel»). En échange d'une contre-prestation, soit quatre heures de travail par jour dans une entreprise, une administration ou une association, ils reçoivent une allocation mensuelle de 150 pesos argentins (soit environ 50 dollars).

communautaires au sein des quartiers. Les organisations ont dû créer elles-mêmes les cadres nécessaires à la mise en place des projets communautaires<sup>81</sup>. Cela a permis le développement de projets d'auto-gestion, tels que, dans les cas étudiés, des potagers communautaires, des ateliers de couture, de vannerie, de charpenterie, etc., des (micro)projets qui ont également pu bénéficier d'aides nationales pour encourager la création de microentreprises. Cela a aussi favorisé le développement d'activités communautaires basées sur l'assistanat et a ainsi permis à l'État de déléguer une partie de ses responsabilités sociales au secteur privé.

Ces aides publiques s'inscrivent dans la lignée des politiques sociales mises en place pendant les années 1990 en Argentine, au cours desquelles sont réalisées des « cartes de la pauvreté » afin de définir et de circonscrire les « territoires de la pauvreté<sup>82</sup> ». Ces politiques ont permis d'augmenter la visibilité de l'action de l'État dans des quartiers où il était jusque-là peu présent. Diverses structures ont ainsi été implantées dans les quartiers, en instrumentalisant les solidarités communautaires existantes ou supposées. Marie-France Prévôt-Schapira constate ainsi que, « désormais, c'est sur la base de leur appartenance à un territoire à qui est reconnu le statut de "communauté", [...] que les pauvres urbains font reconnaître leurs droits aux bénéficiaires des programmes d'assistance ou aux nouvelles formes d'action publique<sup>83</sup> ». La généralisation de ces cartes tend à cristalliser les barrières identitaires opposant le marginal à l'intégré et entretient une conception de la ville en termes de fragmentation.

## DES TERRITOIRES INTERMÉDIAIRES EN CONSTRUCTION ?

Si l'engagement dans un mouvement de chômeurs s'inscrit dans la prolongation d'un travail social communautaire, cette nouvelle forme d'engagement se différencie de l'antérieure, notamment par le fait de sortir du quartier, par le va-et-vient entre la route et le quartier. Selon les membres du CTD Flamarión Sur, leur mobilisation trouve ses origines dans la crise de 1989 et les premières formes de solidarité spontanée qui en sont nées (telles que les soupes populaires). Toutefois, la création du mouvement de chômeurs a marqué pour eux une nouvelle étape : elle a signifié, selon l'expression d'Elba, le début de « la grande lutte ».

81. Svampa et Pereyra, *Entre la ruta y el barrio*, op. cit.

82. Marie-France Prévôt-Schapira, 1996, « Territoires urbains et politiques sociales en Amérique latine. Réflexions à partir des cas argentin et mexicain », dans *Villes du Sud : sur la route d'Istanbul*, sous la dir. d'Émile Le Bris, Paris, ORSTOM (Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer) Éditions, p. 107-126.

83. *Id.*, p. 125.



## L'accroissement de l'aire de mobilité des *piqueteras*, entre transgression et précarité

Progressivement, les *piqueteras* acquièrent de nouvelles compétences de mobilité. Le fait de participer à un mouvement de chômeurs accroît leur *aire de mobilité*, qu'il s'agisse aussi bien de leurs *lieux d'appartenance*, fréquentés pour des questions d'usage et d'échange, que de leurs *lieux référents*, qui font sens pour les individus plus par les valeurs qu'ils comportent que par leur fréquentation<sup>84</sup>. L'aire de mobilité de ces femmes s'élargit donc au centre-ville, mais également aux quartiers périphériques. De nouveaux lieux d'appartenance et de nouveaux lieux référents apparaissent, comme le centre culturel La Toma et le centre communautaire Flamarión Sur. L'accroissement de leur aire de mobilité se réalise sur un mode à la fois transgressif et précaire : *transgressif*, parce qu'il engendre des formes de détournement des usages de l'espace public, voire convertit des pratiques inusuelles, extraordinaires, de la vie des lieux, en pratiques usuelles ; *précaire*, car les mouvements de chômeurs doivent négocier constamment leur présence au sein de l'espace public. De plus, cette présence interdisant l'accès à l'espace public à d'autres groupes sociaux et usagers est source de tensions et peut être rejetée.

Si se mouvoir revient à prendre position dans l'espace urbain<sup>85</sup>, dans quelle mesure cette mise en visibilité, cette prise de position spatiale, peut-elle engendrer de nouvelles formes d'insertion urbaine ? Les compétences spatiales mobilisées peuvent offrir aux femmes des marges une forme de maîtrise qu'elles n'ont pas dans d'autres domaines de la vie sociale. Ce processus de « réaffiliation » territoriale peut constituer une forme de socialisation intermédiaire. Sortir du quartier pour explorer l'hétérogénéité et l'altérité de la ville peut permettre une forme de socialisation par le milieu urbain<sup>86</sup>.

### Des territoires entre la route et le quartier

« Ce sont donc bien ces compétences à maîtriser la distance spatiale, mais aussi à se jouer des règles et des valeurs d'usages des espaces et des relations sociales, qui construisent la capacité des individus à créer du territoire<sup>87</sup>. » Les *piqueteras*, en développant de telles pratiques et

84. Rollier et Wiel, « La pérégrination au sein de l'agglomération brestoise », *op. cit.*

85. Tarrus, *Anthropologie du mouvement*, *op. cit.*

86. Michel Kokoreff, 2005, « L'expérience urbaine des jeunes. Des territoires périphériques aux espaces de centralité », dans *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, sous la dir. de Guénola Capron, Geneviève Cortès et Hélène Guétat-Bernard, Paris, Belin, p. 220-221.

87. Guénola Capron, Geneviève Cortès et Hélène Guétat-Bernard (dir.), 2005, *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Paris, Belin, p. 12.

de telles stratégies dans des espaces où pèse un certain ordre normatif, participent à la construction d'interstices territoriaux. Des processus de renégociation territoriale sont à l'œuvre dans ces territoires intermédiaires où émergent d'autres centralités, des espaces de proximité et d'échanges. Des territoires se construisent dans ce va-et-vient entre la route et le quartier.

Les actions collectives qui ont lieu en dehors du quartier, entendues comme des pratiques spatiales de confrontation, maintiennent une relation récursive avec l'ensemble des pratiques spatiales routinières qui se déroulent au sein du quartier<sup>88</sup>. C'est dans la rue que s'obtiennent la plupart des ressources de base nécessaires aux pratiques ordinaires au sein du quartier, autour du centre communautaire, comme les aliments pour la cantine populaire<sup>89</sup>. La route comme espace de confrontation renforce le développement des organisations de chômeurs au sein des quartiers. Celles-ci doivent ainsi continuellement aller « sur la route » pour pouvoir renforcer leur ancrage au sein du quartier. L'action collective « sur la route » renvoie à l'action collective dans le quartier, et vice versa. Ce va-et-vient entre la route et le quartier contribue, d'une certaine façon, à « brouiller l'ordre spatial qui régit les rapports sociaux [et à] briser l'enchaînement à un lieu en déplaçant les valeurs qui régissent la distribution des espaces sociaux<sup>90</sup> ». Dans la lignée des travaux d'Henri Lefebvre<sup>91</sup>, Gabriela Delamata y voit des « contre-espaces » pour la pratique sociale, des espaces de résistance matérielle et symbolique à l'ordre dominant, construits dans un nouveau rapport au territoire quotidien<sup>92</sup>.

Face à des processus de fragmentation urbaine et d'enfermement de la protestation sociale qui tendent à confiner les femmes des marges à leur quartier, les *piqueteras* mettent en place des pratiques basées sur la *réciprocité* ou la *confrontation*<sup>93</sup> qui leur permettent de contourner ces frontières urbaines. La réciprocité se réfère à l'inscription territoriale : le fait de participer à un mouvement de chômeurs implique de nouvelles formes d'ancrage territorial, une nouvelle relation au quartier due, en partie, à la mise en place de certaines politiques publiques. Les mouvements de chômeurs tirent partie, afin de renforcer le travail communautaire au sein du quartier, de politiques destinées à les « assigner à résidence ». Cependant, cet ancrage territorial ne se traduit pas

88. Armesto, «La productiva introducción del espacio...», *op. cit.*

89. Même si les mouvements tentent de garder une certaine autonomie en développant diverses activités d'autosubsistance et d'autoproduction.

90. Kokoreff, «L'espace des jeunes : territoires, identités et mobilité», p. 178.

91. Henri Lefebvre, 2000, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.

92. Gabriela Delamata, 2004, *Los barrios desbordados: las organizaciones de desocupados del Gran Buenos Aires* [Les quartiers débordés : les organisations de chômeurs du Grand Buenos Aires], Buenos Aires, Eudeba / Libros del Rojas.

93. Selon la typologie proposée dans Agier, *L'invention de la ville*, p. 63-90.

par un repli sur le quartier. Au contraire, il favorise l'ouverture sur l'espace urbain. L'investissement dans le quartier se construit ainsi dans une négociation identitaire continue, en relation à d'autres lieux<sup>94</sup>. Cet ancrage territorial est intrinsèquement lié au va-et-vient entre la route et le quartier. L'appartenance au mouvement, à la communauté, est conditionnée par la participation aux activités communautaires au sein du quartier et aux activités qui ont lieu en dehors, notamment les manifestations et les coupures de route. Qui veut intégrer la communauté et profiter des bénéfices qui lui sont inhérents, les allocations sociales par exemple, doit accepter ce va-et-vient. Cette *réciprocité* devient *confrontation* lors des manifestations et des coupures de route, en détournant les usages institutionnalisés de l'espace public.

## EN MODE DE CONCLUSION

L'expérience urbaine des *piqueteras* oscille entre circulation et inscription territoriale. Les déplacements, dans le cadre des actions collectives, engendrent une plus grande visibilité des habitantes des marges urbaines. Le fait de participer à un mouvement de chômeurs favorise de nouvelles formes d'appropriation et de réappropriation de l'espace urbain : appropriation citoyenne de l'espace public et plus particulièrement de ses rues et de ses places, lors des manifestations et des *piquetes*, et réappropriation du quartier, grâce au travail communautaire. Les *piqueteras* sont davantage mobiles. Leur engagement favorise l'ouverture vers les autres et vers l'espace urbain. Leurs déplacements, lors d'actions collectives, permettent des formes d'échanges avec l'autre et l'ailleurs. De nouveaux lieux référents de la protestation sociale *rosarina* apparaissent aussi bien dans le centre-ville qu'aux périphéries. Cependant, le maintien et l'extension de l'aire de mobilité de ces femmes, entre transgression et précarité, restent incertains, puisqu'en perpétuelle négociation. En détournant les règles et les valeurs des usages des espaces, se construisent des territoires intermédiaires, qui permettent une forme d'inscription territoriale circulaire intrinsèquement liée aux déplacements de ses habitants, à un va-et-vient permanent entre le quartier et la route.

La consolidation de ces territoires intermédiaires exige toutefois une forme de légitimation de la part de la sphère « formelle », c'est-à-dire une forme de reconnaissance de la part des pouvoirs publics, qui se trouvent ainsi sollicités dans leur devoir d'appréhension de ces quêtes de territorialité.

---

94. Authier et al., *Le quartier*, op. cit.